

Il faut un moratoire sur l'opération d'urbanisation de la zone de Corbeville !

Au mépris de l'urgence climatique, et de toutes les demandes des habitants et associations, l'Etablissement Public d'Aménagement Paris-Saclay (EPAPS) poursuit à marche forcée ses projets d'urbanisation à Corbeville et à Polytechnique.

L'EPAPS a organisé en octobre 2018 deux réunions dites de concertation portant sur l'urbanisation d'une nouvelle zone, pour l'instant essentiellement agricole, celle de Corbeville. Comme les précédentes réunions en 2017, et comme toutes les enquêtes publiques qui ont précédé sur le sujet, ces réunions particulièrement houleuses ont montré la vive opposition des populations à ce projet.

En novembre 2018, Saclay Citoyen, Groupe d'action juridique citoyen et associatif du plateau de Saclay et des vallées, a adressé une lettre ouverte au Premier ministre, demandant à nouveau un moratoire sur ces projets d'aménagement.
<https://sacalaycitoyen.jimdo.com/actus/>

L'Association pour la sauvegarde de l'environnement d'Orsay a également lancé une pétition demandant un referendum sur l'aménagement de la zone de Corbeville.
<http://www.aseor.org/>

Les habitants ont clairement montré leur opposition à l'urbanisation d'excellentes terres qui devraient conserver leur vocation nourricière, à la construction massive de logements, à la saturation du territoire, des routes et des transports, et à une augmentation sans fin des pollutions (bruit, air, paysages, etc.).

L'urbanisation de Corbeville n'est en rien indispensable à la réussite du cluster Paris-Saclay, alors que l'arrêt de l'artificialisation des sols est maintenant reconnu comme un levier majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique. **On ne peut dans ces projets, continuer d'évacuer en quelques lignes tout débat de fond sur leur opportunité même**, en recourant à des mesures de soi-disant « compensation » qui ne font qu'aggraver elles-mêmes la fuite en avant. Alors qu'aucun document d'urbanisme n'oblige à un tel massacre environnemental, il est encore temps de stopper ces projets d'un autre temps, qui provoqueront des dégâts irréversibles.

Pourtant, selon les termes mêmes de l'EPAPS, le projet se fera, quoiqu'il en soit, confirmant ainsi que les réunions qu'il organise ne servent à rien puisque tout est déjà décidé ! Cette attitude anti-démocratique est de moins en moins admissible. L'actualité le montre chaque jour, les citoyens demandent à être enfin entendus, et que leurs avis soit pris en compte dans la décision publique.

Exigeons une pause pour que soit remis à plat l'aménagement de notre territoire.